



JUSTICE CGC

SYNDICAT DES DIRECTEURS ET DES GREFFIERS

Paris, le 16 juillet 2020

Y A T-IL UN CAPITAINE DANS LE NAVIRE?

Alors que la pandémie de la COVID 19 se poursuit, que de nouvelles contaminations sont recensées dans le pays et que les règles de sécurité sanitaire vont de nouveau être durcies dans l'espace public, la direction des services judiciaires se fait très silencieuse.

A moins d'un mois et demi d'une rentrée qui se profile sous de mauvais augures, aussi bien d'un point de vue sanitaire que d'un point de vue de la dégradation des conditions de travail des personnels de greffe, aucun plan, aucune directive, aucun objectif n'est annoncé pour la rentrée prochaine.

Toutes les juridictions sont dans l'expectative et comme trop souvent dans cette direction, elles vont se retrouver seules pour gérer à la fois la crise sanitaire et le surcroît d'activité généré par un premier semestre 2020 qui s'est avéré catastrophique pour les personnels de greffe.

En premier lieu, nous attendons que la DSJ se mobilise et communique rapidement sur son plan d'action pour faire face à une nouvelle crise sanitaire. Si des initiatives locales ont pu être mises en œuvre concernant des retours d'expérience de terrain dans la gestion de cette période difficile, on ne peut que regretter qu'ils ne s'agissent une nouvelle fois que d'initiatives locales, dépendantes d'équipes de direction volontaires mais en réalité minoritaires. Or, ces retours d'expérience auraient été un précieux outil pour améliorer notre gestion de crise. Qu'en est-il des actions menées au niveau des cours d'appel sur ce thème ? Qu'en est-il des retours des différentes enquêtes menées par le ministère auprès de ses personnels ? Une crise sans précédent passe et deux mois après, le ministère navigue à vue... Où est passé l'empressement des jours passés que nous avons retrouvé notamment dans le retrait des jours de RTT ?

Syndicat JUSTICE CGC, 14 avenue de l'Opéra – 75001 PARIS
Tél. : 06.26.5949.63 – Mail : syndicatjusticecgc@gmail.com – Twitter : https://twitter.com/justice_cgc
Facebook : <https://www.facebook.com/Justice-CGC-201863923480128/>

La DSJ n'a encore rien communiqué sur la poursuite ou non des mesures de distanciation sociale, sur la mise à disposition des masques et du gel hydroalcoolique pour ses personnels, sur la gestion du public, des auxiliaires et partenaires et des audiences dans ce contexte. Or, face aux cris d'alarme des spécialistes et dans une perspective d'anticipation raisonnée de gestion de crise, il serait plus que temps que nous soyons informés et que nous sachions où nous allons. Le bateau Justice tente d'éviter les écueils en suivant une boussole bien dérégulée...

En second lieu, nous attendons également de la DSJ un plan d'action volontaire, précis et ambitieux pour relever les juridictions en difficulté de façon à ne pas faire peser sur les personnels de greffe une charge de travail déjà bien conséquente. Qu'en est-il de l'augmentation des crédits pour le recrutement de contractuels ? Qu'en est-il également des dotations complémentaires des budgets de fonctionnement des juridictions qui durant ces dernières semaines ont dû faire face à des dépenses importantes mais nécessaires et qui ont grevé d'autant des budgets déjà bien maigres ? En effet, bien souvent durant cette crise, ce furent les juridictions, elles-mêmes qui ont dû faire face à ces nouvelles dépenses sans qu'aucun pilotage au niveau des cours d'appel n'ait été mis en œuvre de façon notamment à réaliser des économies d'échelle ou à améliorer les conditions de livraison (on pense ainsi aux achats de masques et de gels hydroalcooliques).

La DSJ a des moyens d'action à court terme mais semble mettre beaucoup de temps à prendre des décisions. Or, les difficultés qui s'annoncent sont juste devant nous!

Notre syndicat demande une communication rapide et précise sur la gestion et l'organisation des juridictions pour la rentrée prochaine avec des engagements forts pour la préservation des conditions de travail de ses personnels de greffe et la continuité d'un service public de la justice de qualité.

La secrétaire générale